

BANDE DES MONTAGNAIS DU LAC SAINT-JEAN
(FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NAMUNASHU)

RÈGLEMENT D'EMPRUNT 2016-1
(Autres recettes)

ATTENDU :

- A. qu'en vertu du paragraphe 74b) de la Loi, l'Administration a pour mission, entre autres, de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation d'autres recettes réglementaires, du financement à des fins prévues par règlement;
- B. que le *Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes* adopté en vertu de l'article 142 de la Loi précise les autres recettes et les fins pour lesquelles ces autres recettes peuvent être utilisées afin d'obtenir un financement auprès de l'Administration, et qu'il adapte toute disposition de la Loi ou en restreint l'application aux fins du paragraphe 74b);
- C. qu'en vertu de l'alinéa 5(1)d) de la Loi, le conseil d'une Première nation peut prendre des textes législatifs concernant l'emprunt de fonds auprès de l'Administration;
- D. que la Première nation est un membre emprunteur de l'Administration et qu'elle a conclu un accord d'emprunt avec l'Administration;
- E. que la Première nation respecte l'accord d'emprunt et la Loi;
- F. que le conseil a déterminé qu'il était dans l'intérêt de la Première nation d'utiliser d'autres recettes pour garantir le financement du projet qui constitue une fin prévue par la Loi;
- G. que le coût estimatif du projet est de 15 000 000\$;
- H. que le conseil estime nécessaire d'emprunter auprès de l'Administration la somme de 15 000 000\$ afin de financer la totalité ou une partie des coûts du projet en utilisant les autres recettes décrites dans l'Attestation du calcul de la capacité d'emprunt joint en annexe A du présent Règlement pour garantir le financement auprès de l'Administration;
- I. que la Première nation a pris un texte législatif sur la gestion financière en vertu de l'alinéa 9(1)a) de la Loi, lequel a été approuvé par le Conseil de gestion financière des Premières nations;
- J. que la Première nation estime qu'un montant de 115 170\$ par mois sera versé par le payeur au compte de recettes en fiducie garanti;
- K. que le montant estimatif des frais annuels du service de la dette ayant trait au financement auprès de l'Administration s'élève à 1 105 630.44 \$ comme en atteste M^{me} Lise Launière, directrice - Économie et relations d'affaires au nom de la Première nation, tel qu'indiqué dans l'Attestation du calcul de la capacité d'emprunt joint en annexe A au présent Règlement;
- L. que la Première nation possède une capacité d'emprunt inutilisée suffisante pour contracter l'emprunt autorisé en vertu du présent Règlement;

« **gestionnaire du compte de recettes en fiducie garanti** » s'entend du tiers qui est chargé de la gestion du compte de recettes en fiducie garanti conformément à la Loi, à l'accord d'emprunt et au contrat de gérance du compte de recettes en fiducie garanti;

« **Loi** » s'entend de la *Loi sur la gestion financière des Premières nations* et de ses règlements, tels qu'ils sont adaptés par le *Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes* et de toute modification apportée à ceux-ci;

« **projet** » s'entend du projet pour lequel la Première Nation recherche un financement auprès de l'Administration en vertu du présent Règlement, lequel est décrit ci-dessous de manière générale et aux fins duquel la Loi autorise la Première Nation à utiliser ses autres recettes pour en garantir le financement :

1. Financement de la Société en commandite Namunashu, dont la Première Nation par son conseil de bande, est l'un des deux commanditaires;
2. Fins : procéder à l'acquisition par la Société en commandite Namunashu à une participation de 5% dans la copropriété indivise du parc éolien Rivière-du-Moulin d'une capacité de 350 MW développé et opéré par EDF Énergies Nouvelles Canada, situé dans la municipalité régionale de comté de Charlevoix et la municipalité régionale de comté de Fjord-du-Saguenay dans la province de Québec, Canada.

« **payeur** » s'entend des personnes, entreprises ou sociétés tenues de payer à la Première nation d'autres recettes qui sont ou seront utilisées par cette dernière pour garantir le présent financement auprès de l'Administration et dont le nom et l'adresse figurent dans l'annexe C jointe aux présentes ou dans toute autre annexe C mise à jour qui est fournie par la Première nation et acceptée par l'Administration;

« **Première nation** » s'entend de la Bande des Montagnais du Lac Saint-Jean, apparaissant à l'annexe de la Loi sous Conseil des Montagnais du Lac Saint-Jean;

« **Règlement** » s'entend du présent règlement d'emprunt;

« **Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes** » s'entend du règlement adopté en vertu de l'article 142 de la Loi qui précise les autres recettes et les fins pour lesquelles ces autres recettes peuvent être utilisées afin d'obtenir un financement auprès de l'Administration, qui adapte toute disposition de la Loi ou en restreint l'application aux fins du paragraphe 74b);

« **résolution du conseil autorisant l'émission de titres** » s'entend de la résolution du conseil conforme aux directives de l'Administration selon laquelle la Première nation demande officiellement le décaissement de la totalité ou d'une partie du montant du prêt autorisé en vertu du présent Règlement et qui doit être rédigée lorsque le membre emprunteur a besoin des fonds relatifs au prêt. Les demandes de décaissement peuvent être présentées en même temps ou par tranches, au fur et à mesure qu'avance le projet.

3. Sauf indication contraire, les termes utilisés dans le présent Règlement qui n'ont pas été définis ont le même sens que celui qui leur est donné dans la Loi.
4. Le conseil est, par les présentes, autorisé et habilité à emprunter sur le crédit de la Première nation aux fins du projet en utilisant les autres recettes décrites dans l'Attestation du calcul de la capacité d'emprunt jointe en annexe A du présent Règlement pour garantir le financement auprès de l'Administration, et demande et autorise l'Administration à financer le projet, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 15 000 000\$ y compris les intérêts, les escomptes ou les primes et les dépenses que l'Administration jugera appropriés compte tenu de la conjoncture du marché et de l'économie.
5. Si la Première nation et l'Administration n'ont pas déjà établi un compte de recettes en fiducie garanti, la Première nation et l'Administration établiront alors, suivant l'adoption du présent Règlement, un compte de recettes en fiducie garanti conformément à la Loi et à l'accord d'emprunt; un quorum des membres du Conseil est autorisé, par les présentes, à signer le contrat de gérance du compte de recettes en fiducie garanti et M^{me} Lise Launière, directrice – Économie et relations d'affaires est autorisée, par les présentes, à signer au nom de la Première nation tout autre document ou entente concernant le compte de recettes en fiducie garanti, sur demande de l'Administration.
6. Lorsque la Première nation veut emprunter, selon ses besoins, la totalité ou une partie du montant autorisé en vertu du présent Règlement, le conseil doit adopter une résolution autorisant l'émission de titres approuvant l'emprunt du montant déterminé et demandant à l'Administration d'inclure le montant requis dans le cadre de sa prochaine émission de titres ou d'accorder le montant déterminé dans le cadre d'un financement à long terme provisoire.
7. Dès le versement du financement consenti par l'Administration en vertu du présent Règlement et l'adoption de la résolution du conseil autorisant l'émission de titres, la Première nation :
 - a) doit signer et remettre à l'Administration les billets à ordre demandés par cette dernière; et
 - b) autorise, par les présentes, M^{me} Lise Launière, directrice – Économie et relations d'affaires à signer, en son nom, de tels billets à ordre sur demande de l'Administration.
8. La Première nation doit prévoir, dans le budget annuel de chaque exercice suivant la signature d'un billet à ordre, le paiement de tous les montants qui doivent être payés à l'Administration au cours de cet exercice budgétaire.
9. La Première nation doit faire les paiements à l'Administration conformément à la Loi et à l'accord d'emprunt.
10. La Première nation doit rembourser le financement obtenu à la suite de l'émission de titres de créance par l'Administration au plus tard 18 ans à compter de la date à laquelle l'Administration a consenti à la Première nation la première avance de fonds relatifs au financement.
11. À moins que le financement à long terme provisoire n'ait été remboursé à l'avance par la Première nation, conformément à l'accord d'emprunt qu'elle a conclu avec l'Administration, la Première nation doit rembourser à l'Administration ce financement à long terme provisoire en le remplaçant par le financement obtenu à la suite de l'émission de titres de créance par l'Administration, au plus tard à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

- a) cinq (5) ans à compter de la date à laquelle l'Administration a consenti à la Première nation la première avance de fonds relatifs au financement à long terme provisoire;
 - b) à l'achèvement du projet.
12. Les dispositions du Règlement qui sont exprimées aux présentes s'appliquent à la situation future du moment
13. Le présent Règlement s'interprète de la manière la plus compatible avec la réalisation de son objet.
14. Les annexes du présent Règlement en font partie intégrante.
15. Le pouvoir d'emprunt accordé en vertu du présent Règlement se termine à la plus rapprochée des deux dates suivantes :
- a) la date à laquelle le montant autorisé en vertu du présent Règlement est emprunté au complet par la Première nation, comme en font foi les résolutions du conseil autorisant l'émission de titres adoptées par le conseil;
 - b) cinq (5) ans à compter de la date à laquelle le présent Règlement entre en vigueur pour toute partie du montant autorisé en vertu du présent Règlement qui n'a pas été empruntée, comme en font foi les résolutions du conseil autorisant l'émission de titres adoptées par le conseil.
16. Le présent Règlement entre en vigueur le 9^e jour de mai 2016.

LE PRÉSENT RÈGLEMENT EST DÛMENT ADOPTÉ par Pekuakamiulnuatsh Takuhikan, en ce 9^e jour de mai 2016, à Mashteuiatsh dans la province de Québec .

Le quorum est constitué de (4) membres du conseil.

 Chef (Gilbert Dominique)



 Vice-chef (Marjolaine Étienne)



 Vice-chef (Stéphane Germain)



 Conseiller (Julie Rousseau)



 Conseiller (Jonathan Germain)

 Conseiller (Patrick Courtois)



 Conseiller (Charles-Edouard Verreault)